



AMBASSADE DE SUISSE  
EN YOUGOSLAVIE

BELGRADE, le 14 août 1990

Birćaninova 27  
Case postale 817  
Tél. : 646 899

Réf.: 380.0 - IND/GZ

RP No 12/1990

Confidentiel

D F A E

Secrétariat politique

B e r n e

Copie à DFAE - Secrétariat du Chef du Département  
- Secrétaire d'Etat Kl. Jacobi  
- Ambassadeur J. Staehelin  
- Division politique I

OFAEE - Secrétariat du Secrétaire d'Etat  
- Ambassadeur S. Arioli  
- Service Pays Europe du Sud-Est

DMF - G R S

Ambassade de Suisse Vienne, Colonel Ch. Ott

Quo vadis Yougoslavie?

Six mois d'observation de la scène politique intérieure yougoslave laissent l'observateur perplexe. A force d'interroger, de lire et d'écouter, il vient à l'esprit cette réflexion que faisait un jour un homme politique anglais à un autre propos: "What you have explained is most interesting; nevertheless it still leaves me confused, albeit on a much higher level". L'on finit presque par se demander s'il sortira un jour quelque chose d'harmonieux de la cacophonie politique.

Le monde politique yougoslave reconnaît que la constitution de 1974 ne répond plus aux nouvelles réalités, même si elle l'a jamais fait. Deux tendances s'affrontent sur la future organisation de la Yougoslavie. Les uns qui préconisent un pouvoir fédéral fort, se recrutent avant tout dans les milieux serbes,

peu importe qu'ils soutiennent le président de la Serbie, Milorad Milosevic, autocrate nationaliste converti pour les besoins de la cause au socialisme tout court et que certain collègue diplomate compare à Mussolini, ou qu'ils soient partisans d'une opposition emmenée par l'écrivain Vuk Draskovic, jugé plus nationaliste encore que Milosevic. Les autres qui redoutent l'hégémonie de la Serbie et qui disent ne pouvoir concevoir autre chose pour la Yougoslavie qu'une confédération plus ou moins lâche d'Etats souverains, se trouvent d'abord parmi les milieux croates et slovènes. Les premiers menacent de remettre en question les frontières intérieures si la solution confédérale l'emporte, les seconds de se déclarer indépendants si leurs revendications ne sont pas satisfaites. Ce clivage correspond dans les grandes lignes à celui qui existait jusqu'à l'effondrement des empires austro-hongrois et ottoman. Ce sont deux Yougoslavies, l'occidentale d'inspiration catholique et libérale d'une part et l'orientale d'inspiration orthodoxe et autoritaire d'autre part. Qu'on le veuille ou non, le passé pèse lourdement dans un pays qui a à peine plus de 70 ans et qui ne s'est jamais vraiment soudé, si ce n'est dans la contrainte. Il ne se passe guère de jour sans l'évocation dans la presse et dans les esprits d'un haut fait historique, d'un conflit quelconque entre nationalités, d'une revendication contre quelque tort subi. Tant que les Yougoslaves n'auront pas exorcisé ces démons-là, tant qu'ils continueront à jeter leurs regards vers le passé pour justifier des attitudes nationalistes, tant qu'ils ne s'attelleront pas résolument et sans arrière-pensées à la construction de l'avenir, ils n'arriveront pas à poser les bases de fondements solides.

Alors que les positions se radicalisent à l'intérieur et conduisent l'étranger à penser que la Yougoslavie s'achemine peu à peu, mais à pas certains vers l'éclatement, les avis des observateurs sur place sont partagés. Ceux qui se veulent optimistes font valoir qu'il ne faut pas juger les événements à l'aune de notre esprit cartésien. Au contraire, dans ces Balkans dont la Yougoslavie fait partie, c'est l'irrationnel, c'est l'émotionnel qui priment. Les protagonistes se livrent à une surenchère qui consiste à se donner des frayeurs, à accentuer sans cesse la ten-

sion, mais à faire des concessions avant d'atteindre le point de rupture. Cela fait partie du jeu de positions avant la véritable négociation. Les plus pessimistes, en revanche, estiment que les attitudes deviennent de plus en plus irréconciliables, que les dirigeants des républiques jouent un jeu dangereux et irresponsable qui attise les passions populaires. L'implosion, inéluctable, n'est plus qu'une question de temps. Difficile de dire qui a raison...

Conscient des enjeux et désireux de préserver l'unité du pays en créant les structures qui lui ouvriront les portes de l'intégration européenne, le gouvernement fédéral s'est donné pour tâche d'introduire des réformes économiques et politiques. Sur le plan économique, il peut se vanter de succès indéniables, même s'il reste un long chemin à parcourir pour surmonter les obstacles et vaincre les résistances intérieures. Sur le plan politique, la partie est plus difficile encore. Le gouvernement fédéral dispose de peu de pouvoirs réels puisque son action dépend de l'adhésion des républiques et provinces. Soucieux de trouver des dénominateurs communs minimums, le président du conseil, Ante Markovic, a pris son bâton de pèlerin au début de l'été pour recueillir l'avis des dirigeants républicains. A l'issue de son périple et fort d'un soutien populaire (un récent sondage d'opinion indiquait que 79% de la population lui était favorable), cet homme d'un optimisme à toute épreuve, a annoncé il y a peu la formation d'un parti, l'alliance des forces réformatrices, une coalition de tous ceux qui soutiennent les réformes économiques du gouvernement. Cette démarche a été rendue possible par l'adoption le 29 juillet d'une loi instituant le multipartisme au niveau fédéral, alors qu'il existe déjà au niveau des républiques, et autorisant la création de partis à option yougoslave.

Markovic entend présenter l'alliance des forces réformatrices aux élections à la chambre fédérale qui pourraient avoir lieu avant la fin de l'année et espère obtenir suffisamment de

suffrages pour parachever son programme. Le moment lui est parvenu de faire appel à la nation par-dessus la tête des dirigeants républicains. Le pari du chef du gouvernement se fonde sur la sympathie dont il jouit dans le peuple et sur le soutien qu'il aurait reçu dans trois républiques, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et le Monténégro où la situation deviendrait intenable en cas de désintégration de la Yougoslavie. Outre la création d'un parti par son président, le gouvernement mettra sur pied une télévision nationale qui aura pour tâche d'informer la nation sur ses objectifs et ses actions dans une tentative de contrecarrer la diffusion d'informations tronquées et biaisées par les télévisions locales.

Il règne un certain scepticisme sur la réussite du pari de Markovic en raison de l'hostilité des milieux politiques qui sentent le danger d'une concurrence sérieuse et qui tentent d'entraver l'action du gouvernement fédéral. Un nouveau pas positif a été franchi le 9 août lorsque la chambre fédérale a approuvé la proposition de changements de la constitution yougoslave. Les 24 amendements devraient permettre l'instauration du pluralisme de propriété, du pluripartisme et assurer une meilleure protection des libertés individuelles et des droits de l'homme. Ils devront cependant obtenir l'accord des assemblées de toutes les républiques et provinces. Le fait que l'assemblée du Kosovo a été suspendue pourrait compromettre l'achèvement de ce processus. Le président du conseil en est conscient et s'emploie à résoudre ce problème.

Si le pari d'Ante Markovic n'est pas encore réalisé, l'intérêt de l'étranger réside dans la poursuite des réformes économiques et politiques entamées depuis le début de l'année. Ceci n'a pas échappé aux hommes d'Etat occidentaux qui ont rencontré le président du conseil et qui ne lui ménagent pas leurs encouragements au président du conseil. Dans un pays tiraillé entre forces centrifuges et forces centripètes qui souhaitent toutes pourtant le maintien d'une Yougoslavie unie, il apparaît peu à

peu comme une planche de salut capable de conjurer la menace d'éclatement qui aurait des répercussions incalculables. Tout espoir n'est pas perdu...

L'Ambassadeur de Suisse:

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Indermühle', written in a cursive style.

(J.-J. Indermühle)